

Les crédits

meilleur possible, compte tenu des fonds dont nous disposons. Voilà ce qui manque aujourd'hui.

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, je me félicite des propos que le député vient de tenir, compte tenu de l'expérience qu'il a acquise à l'assemblée législative d'une province avant de se faire élire aux Communes.

Lorsque j'ai appris le sujet du débat ce matin, j'ai appelé les hôpitaux de ma circonscription, le St. Joseph's Health Centre, le Queen Elizabeth Hospital et le Runnymede Chronic Care Hospital, ce dernier desservant non seulement ma circonscription, mais aussi l'ouest de Toronto et une partie d'Etobicoke. Les responsables des hôpitaux se plaignent que leurs frais de fonctionnement ont monté en flèche sans que les hôpitaux y soient pour quoi que ce soit.

On me signale par exemple l'augmentation des contributions à l'assurance-chômage, des cotisations au régime d'indemnisation des accidents du travail, des contributions au régime d'assurance-maladie de l'Ontario et des frais du programme d'équité salariale. Ce sont là des hausses de coûts qui ont été imposées tantôt par les autorités fédérales, comme celle des contributions à l'assurance-chômage, tantôt par les provinces, comme dans le cas de l'équité salariale. Le total varie d'un établissement à l'autre, mais les augmentations ont pu atteindre et même dépasser les 15 p. 100.

Les dirigeants des hôpitaux me disent que leur gouvernement provincial néo-démocrate leur consent une augmentation de 1 p. 100. Comment peuvent-ils s'en tirer si les deux niveaux supérieurs de gouvernement leur imposent des hausses des frais de fonctionnement de 15 p. 100 et que le gouvernement néo-démocrate augmente royalement de 1 p. 100 leurs ressources financières?

Comme le député a de l'expérience aux niveaux provincial et fédéral, pourrait-il proposer des solutions concrètes, car, à ce rythme-là, les hôpitaux ne pourront jamais survivre? Des hôpitaux qui donnent des soins attentifs à des personnes âgées et préservent leur dignité, notamment dans des hôpitaux pour malades chroniques comme le Runnymede Chronic Hospital, devront fermer leurs portes. Il n'y a pas d'autre solution.

Il s'agit d'une motion des néo-démocrates, et je me demande si nous ne pourrions pas avoir des solutions concrètes pour régler le problème.

M. Breugh: Monsieur le Président, je suis heureux qu'on me pose cette question car je me suis rendu dans la plupart de ces établissements au moment où les conservateurs étaient au pouvoir en Ontario, et plus tard sous l'administration libérale, et les arguments n'ont pas changé énormément.

Voici à quoi se résume la situation. Trois formations politiques sont arrivées à la même conclusion. Il y a lieu de tirer au clair, pas à court terme mais à long terme, la façon dont fonctionnent nos établissements. J'ai vu le premier ministre de l'Ontario, par exemple, aborder le problème d'une façon concrète et valable, et je recommanderais à tous les gouvernements du Canada d'en faire autant.

Les libéraux ont effectivement fermé des hôpitaux en Ontario pendant qu'ils étaient au pouvoir. Cela n'a pas aidé beaucoup. C'est un moyen qui a déjà été essayé, mais ce n'est pas une solution. Les conservateurs et les libéraux ont fait disparaître des lits d'hôpitaux pendant qu'ils étaient au pouvoir en Ontario. Ce n'est pas non plus une solution. Les palliatifs—les frais modérateurs, l'élimination de lits d'hôpitaux, la fermeture d'hôpitaux—ne sont pas des solutions car le problème n'est pas là.

La solution que beaucoup de gens préconisent maintenant d'un bout à l'autre du pays est une solution que nous devrions tous prendre comme modèle et approfondir. Je veux parler de tous ceux qui font partie du système des soins de santé, et pas des gouvernements, des administrateurs, des médecins ou de toute autre personne en situation d'autorité, mais de tous ceux qui mettent la main à la pâte. Il leur faut s'asseoir et rationaliser tout le système des soins médicaux.

Il faudrait procéder de haut en bas, sans exclure personne, à partir du bureau d'administration central de tout hôpital jusqu'aux personnes qui lavent les planchers. Il faut amener chacun à participer activement à l'évaluation du système et aux prises de décision qui s'ensuivent. Cela fait partie de la solution.

• (1540)

M. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt): Monsieur le Président, en tant que résident de l'Ontario, l'une des provinces soi-disant bien nanties, je m'intéresse aux mesures prises par le gouvernement et le premier ministre néo-démocrates de la province dans le secteur des soins de santé, depuis leur accession au pouvoir.

Je suis attentivement l'érosion progressive de notre droit à l'assurance-maladie. Le député a dit que lorsque vous avez besoin de soins au Canada, vous recevez ces soins. En fait, si ceux-ci ne vous sont pas dispensés, cela fait les manchettes.

Aux États-Unis, lorsque vous vous rendez chez un médecin, il n'est pas rare que celui-ci s'intéresse avant tout à votre carte d'or de l'American Express. Si vous avez la chance d'avoir d'autres cartes semblables, le médecin pourra les accepter, mais ce ne sont pas tous les